



FIRAISAN'NY **S**ENDIKAN'NY MPIASAN'I **M**ADAGASIKARA CONFEDERATION GENERALE DES SYNDICATS DES TRAVAILLEURS DE MADAGASCAR AFFILIEE A LA CONFEDERATION SYNDICALE INTERNATIONALE – C.S.I.

FISEMA

Lot III H 8 ISOTRY B.P. :172 Antananarivo-101
Tél: (261)33 11 874 14

Adresse Télégr: FISEMA ANTANANARIVO
e-mail: fisema@gmail.com

COMMUNIQUE FISEMA

Pour un vrai « dialogue social » au sein des compagnies minières !

Depuis une dizaine d'années, les membres du syndicat FISEMA ont respecté les voies de recours et ont interpellé les parties prenantes (élus des différents gouvernements, services concernés, office national de l'environnement..) sur les injustices et les sur les méfaits des grands projets miniers.

Par ce communiqué, nous faisons part à la population malgache et à la communauté internationale de la nécessité d'un élan de solidarité humaine pour que cessent l'asymétrie et la rétention d'information, le harcèlement des travailleurs et de nos soutiens, le nivellement par le bas des acquis sociaux internationaux, les actes racistes, les injustices de toutes sortes et surtout l'absence de développement endogène. L'échec du Madagascar Action Plan (MAP) et la frustration de la population se traduisant par la destruction de toutes les unités de production devraient servir de référence pour les actions d'investissement à Madagascar. Tout un chacun devrait tirer des enseignements issus des conséquences de l'injustice sociale.

Les forum de discussion sur internet et les trop rares articles de presse qui s'émancipent du « publi-reportage » confirment ce que subissent au quotidien sur le terrain la population et les travailleurs. Ils confirment aussi cette conviction : que seuls les salaires décents avec ses attributs pour les travailleurs et un système fiscal juste et transparent peuvent apporter un réel développement dans les régions d'exploration ou d'exploitation. Les dotations et les projets sociaux conduits par les opérateurs ne favorisent que la mendicité et l'assistanat. Les « pas de porte » avec les projets sociaux très médiatisés ont pour seul but d'avoir le soutien du public, de dénigrer l'incapacité du pouvoir en place et d'atténuer les frustrations.

Les opérateurs profitent de la faiblesse de nos lois et de la mauvaise gouvernance pour opérer. Ils se soucient peu que l'argent versé au pays disparaît dans un panier percé. Mais ils oublient, la voracité insatiable des dirigeants qui menacent la bonne marche de leur activité. Le cas le plus flagrant fut les 100 millions de dollar versés par la société chinoise WISCO au pouvoir de la transition dont l'utilisation reste un mystère, et la racket ne semble pas être fini.

La FISEMA ne veut plus avoir à affaire à des managers «perroquets » n'ayant pas les facultés de négociation mais des directives à faire imposer. Cette approche est l'antithèse du dialogue social qui est l'outil fondamental d'un partenariat « gagnant-gagnant » et le moyen d'avoir le soutien sincère des parties prenantes pour la mise en place d'un développement durable. Il faut que les multinationales minières comprennent une fois pour toute qu'elles ne peuvent rester dans un monologue où elles font à la fois les questions et les réponses. L'histoire humaine a montré maintes fois que les frustrations, sources de conflits, sont néfastes pour le devenir d'un investissement. Depuis des années, la FISEMA a fait plus que son devoir, malgré les faibles moyens dont elle dispose, pour avertir toutes les parties prenantes. Il est donc grand temps d'organiser des rencontres égalitaires pour résoudre les différends et malentendus et répondre aux revendications légitimes des syndicats et des travailleurs.

Nous réitérons donc notre requête à la solidarité nationale et internationale à nous rejoindre à notre cause humaine qu'ensemble nous puissions imposer les bases d'un dialogue permanent, d'une justice sociale et d'une culture de redevabilité chez nos dirigeants et les opérateurs.

Dans l'immédiat, nous devons résoudre quelques affaires urgentes pour éviter encore la précarité de nos camarades et le risque d'explosion sociale mettant en péril les investissements déjà consentis.

Nous revendiquons :

- la reprise des « dialogues sociaux » dans les règles de l'art avec des bonnes bases et avec l'appui de tierces personnes au sein de QMM SA Rio Tinto, d'AMSA/DMSA Ambatovy, de Kraomita et d'autres compagnies qui en font la demande.
- la condamnation sévère de toutes les personnes qui violent les droits humains et le droit du travail.
- Le règlement de certains différends.

L'absence de manifestations publiques des travailleurs ne signifie en aucune manière que les conditions sont meilleures, mais c'est la résignation qui règne.

Depuis plus de 75 ans d'existence, le mouvement syndical malgache a toujours sollicité et défendu le « dialogue social », toujours conçu comme un préalable avant tout autre démarche. L'entêtement des interlocuteurs n'a fait que nuire à leur propre intérêt et au développement du pays. Nous exigeons aujourd'hui que des rencontres se tiennent dans les plus délais avec les opérateurs pour que nous puissions résoudre les différents problèmes exposés ci-dessus et pour que soit enfin respectés les droits et les intérêts des travailleurs, et de la population malgache.

A nos yeux, seule la réponse au bien-être des travailleurs et un développement local effectif peut justifier une exploitation des ressources naturelles qui ont des empreintes écologiques incontestables plus ou moins néfastes au pays et à notre planète.

Notre porte reste ouverte.

ANTANANARIVO, LE 22 FEVRIER 2013

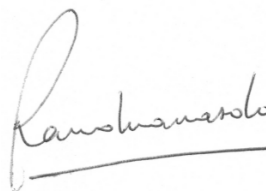
Au nom de la FI.SE.MA.

LA SECRETAIRE GENERALE ADJOINTE

LE SECRETAIRE GENERAL



Lovasoa Fetra Harinoro Malalatiana



JOSE RANDRIANASOLO